

# Opacité et conservatisme : que se passe-t-il avec l'OMS ?

Fondée en 1948, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) semble de plus en plus dépassée dans son action comme dans son fonctionnement. Accusé d'opacité, l'organisme est également critiqué pour son conservatisme. Dernier exemple en date : sa réticence vis-à-vis de pratiques novatrices telle que la cigarette électronique.

Le 1er juillet 2017, Margaret Chan cèdera sa place à un nouveau directeur général aux commandes de l'OMS. En fonction depuis 2006, la Chinoise fait face à de nombreuses critiques formulées à l'encontre la structure basée à Genève, qui compte près de 8000 employés et possède des bureaux dans 150 pays sur ses 194 membres. Dépendante de l'Organisation des nations-unies, l'OMS s'appuie sur un budget annuel colossal, constitué aux trois-quarts de contributions volontaires. Sur ses 2,5 milliards de dollars de financement, plus de 20 % proviennent du gouvernement américain, qui débourse près de 230 millions de dollars au titre de la participation obligatoire des pays-membres et 300 millions de contributions volontaires. Deuxième donatrice la plus généreuse, la Fondation de Bill et Melinda Gates verse chaque année 256 millions de dollars à l'OMS, suivie du Royaume-Uni (203 millions) et du Canada (107 millions). Avec 67 millions, la France, elle, donne à peine autant que le Rotary International (66 millions).

À la tête de ce budget digne d'un petit État, l'OMS peine toutefois à justifier d'un usage à la hauteur des exigences de ses donateurs. Comme d'autres organisations non-gouvernementales, l'entité est accusée de manquer de transparence dans sa gestion financière. Récemment, l'achat d'équipements pour un montant 2,1 millions de dollars auprès de l'ami d'un responsable d'un des 6 bureaux régionaux avait créé un mini-scandale, le prix de la marchandise s'étant avéré beaucoup plus élevé que parmi la concurrence. L'opacité de l'OMS a d'ailleurs fait l'objet d'un audit réalisé par l'ONU en 2015, qui a révélé une hausse de 66 % de demandes d'investigation à propos de méfaits par rapport à 2014. Cette même étude a également constaté une augmentation des cas de fraudes de 166 % en 2015, soit 2,5 fois plus qu'auparavant.

## Une hostilité destructrice à l'encontre des cigarettes électroniques

Si la mauvaise gestion des fonds pose un problème certain, l'orientation conservatrice de l'action de l'OMS fait aussi débat, notamment vis-à-vis des innovations. La lutte anti-tabac est ainsi victime de cette réticence unilatérale, qui se manifeste par une hostilité destructrice à l'encontre des cigarettes électroniques et autres appareils de vapotage, alternatives au tabagisme classique. Depuis leur apparition sur le continent asiatique en 2004, l'OMS s'entête à vouloir réguler ces produits au même titre que les cigarettes traditionnelles, voire de les interdire. « Tous les gouvernements devraient interdire les cigarettes électroniques ou appareils de libération électronique de nicotine », a encore déclaré Margaret Chan l'an dernier, tandis que l'établissement de santé publique d'Angleterre reconnaissait dans le même temps que les cigarettes électroniques étaient à 95 % plus sûres que les traditionnelles. Une conclusion corroborée par le Collège royal des médecins de Londres, qui affirme que les effets négatifs à long terme des cigarettes électroniques « n'excèdent vraisemblablement pas 5 % de ceux provoqués par la fumée du tabac ».

Dans son rapport sur le tabac dans le monde publié en 2015, l'OMS a recommandé la taxation du tabac à hauteur de 75 % du prix du paquet, privilégiant une nouvelle fois la répression à la

prévention. Sur les 200 pages du document, une seule concerne les cigarettes électroniques, que les gouvernements sont encouragés à réglementer, voire à interdire. Les effets positifs de l'e-cigarette et autres produits du tabac sans combustion sur la réduction et l'arrêt du tabagisme traditionnel n'y sont évoqués nulle part, malgré les preuves scientifiques qui s'accumulent ces dernières années. En France, plus de 400 000 personnes auraient arrêté de consommer du tabac grâce à la cigarette électronique, et plus d'1,1 millions au Royaume-Uni. D'après une étude publiée fin juin par la revue *Addiction*, 6 millions d'Européens auraient arrêté le tabac grâce au vapotage en 2014, et 9 millions auraient réduit leur consommation, le passage à la cigarette électronique étant à l'origine de 35 % des arrêts.

En dissuadant le recours à ces méthodes alternatives mais efficace, l'OMS incite les fumeurs à poursuivre leur consommation de cigarettes traditionnelles. Comble de son manque de clairvoyance, l'organisme a publié le 1er juin un communiqué sur les risques de la consommation de tabac en Syrie, alors que le pays fait face à des dangers bien plus imminents. « La crise actuelle ne doit pas servir d'excuse aux Syriens pour mettre leur vie en danger », pouvait-on y lire. À l'image de son action sur le tabac, l'OMS doit clairement revoir ses priorités les plus fondamentales, sous peine de voir dans un futur proche ses investisseurs se tourner vers un organisme moins controversé.